



Atelier Carrefour des Priorités

lundi 18 novembre 2013
Salle des Fêtes de Pommerit-Jaudy



ORDRE DU JOUR - DÉROULÉ DE LA SÉANCE

- Présentation du chemin parcouru et du travail antérieur
- Les étapes du travail
Montage vidéo sur l'atelier maquette
Projection audio-visuelle des résultats de l'enquête en ligne
- Échanges sur les résultats de l'enquête
- Pistes d'actions
Valeurs
Axes stratégiques
Identité du Pays
- « Le Pays à la manœuvre » Atelier en 2 sous-groupes
- Restitution des deux ateliers en plénière
- Débat en plénière sur « Embarquement immédiat » quelles actions pour 2014 ?
- Modalités opératoires de fond et de moyens à mettre en œuvre pour la poursuite du travail
Premières propositions de poursuite du travail

NOTE D'AMBIANCE

Madame TREBEDEN, maire-adjointe de Pommerit-Jaudy a accueilli les participants dans la jolie salle des fêtes communale. Plus d'une trentaine de personnes ont participé à cette séance, dont quelques-unes qui n'avaient pas participé jusqu'ici à l'une ou l'autre des rencontres précédentes. Les débats, les échanges ont été très ouverts, tant sur la forme que sur le fond du projet et du déroulement du travail, avec l'énoncé et la prise en compte de divergences de points de vue ou d'opinions.

Le chemin parcouru

LES ÉTAPES ANTÉRIEURES DE LA MISSION

Forum du 29 mai sur les préoccupations et espoirs des acteurs présents
Atelier maquettes des 17-18 juin
Ateliers « programmes d'actions du Pays de Trégor Goëlo » au sein de l'équipe des salariés et de la commission aménagement de juillet à septembre
Formulation et préhiérarchisation des pistes d'actions, septembre
Atelier cartographie des programmes, 25 septembre

RETOUR SUR « MAQUETTES DES SCÉNARIOS DU FUTUR »

L'équipe Oxalis- «arpenteurs» a présenté un court montage vidéo de 6 mn réalisé par «arpenteurs» remémorant le travail mené en commun autour de 4 scénarios fictions. Quatre groupes avaient élaboré le 17 juin 4 « maquettes » qu'ils ont présentées le lendemain en endossant le rôle de 3 « personnages-types » afin d'en faire percevoir les nuances, les subtilités. 12 récits différents avaient été ainsi présentés en plénière le 18 juin bien que le montage n'ait permis d'en restituer qu'un seul pour des questions techniques.

CE QU'IL RESTE À FAIRE

Aujourd'hui : échange sur les pistes d'actions ; échanges sur les marges de manœuvre du Pays, ses fonctions ; échange sur les étapes futures d'élaboration de la charte

Ensuite : restitution du travail réalisé avec l'accompagnement d'Oxalis, poursuite autonome du travail par les acteurs du Pays de Trégor Goëlo.

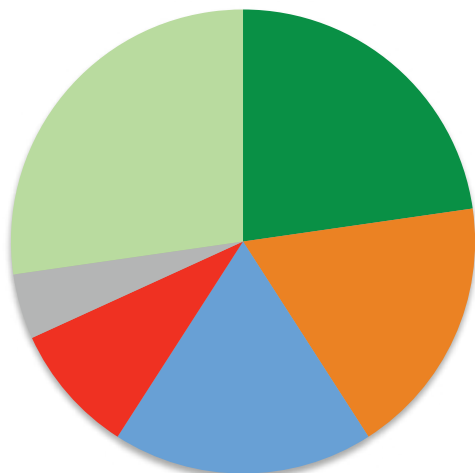
L'objectif est d'actualiser les orientations stratégiques sans nécessairement réécrire la Charte du Pays.

ÉCHANGES SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE EN LIGNE

Documents (extraits)

L'ensemble, en format lisible, est disponible auprès du Pays.

Les réponses émanent de 22 personnes:



- Elu-e local-e
- Membre du Conseil de dévelop
- Membre d'une association
- Acteur économique
- Fédération syndicale
- Technicien (Collectivité, Associ Pays...)

AXES ET PISTES D'ACTIONS

	OUI, PRIORITE du Pays pour les 10 ans	OUI, PRIORITE du Pays pour les 10 ans mais FORMULATION A REVOIR	OUI, PISTE A CREUSER A MOYEN TERME dans les 10 ans	NON, idée intéressante mais TROP ANECDOTIQUE pour figurer dans le projet à 10 ans
15. ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR MODIFIER LES MENTALITES, LA REPRESENTATION QU'ONT LES GENS DE L'HABITAT DANS SA DOUBLE DEFINITION « LOGEMENT / RELATION AVEC L'ENVIRONNEMENT DE PROXIMITE », sorti du « ma maison, mon jardin, mon chez-moi sans les autres ». Exemple : échanges d'expériences, promotion des fêtes de voisins à l'échelle du territoire...	14	2	5	1
14. CONNEXION DE LA STRUCTURE PAYS AVEC LES INSTANCES TRAITANT DE L'URBANISME, DU FONCIER, DE LA QUALITE DES EAUX (SCOT, PLU, SAGE...) POUR MIEUX EXERCER UN POUVOIR DE VEILLE, D'ALERTE, DE PROPOSITIONS, UNE MISE EN COHERENCE GLOBALE DES ACTIONS RELATIVES AU TERRITOIRE. Exemple : représentation de duos « Elu-e du Pays - Membre du Conseil de Développement », mise en ligne d'un blog à thème accessible à tous...	15	2	3	1
26. AUTONOMIE ENERGETIQUE : veille et diffusion sur ce qui se fait ailleurs, production locale d'énergies renouvelables diversifiées, mix énergétique. Exemple : photovoltaïque, hydrolien, éolien, biomasse, méthanisation...	14	1	6	0
25. DEVELOPPEMENT DE TRANSPORTS DE MARCHANDISES FAVORISANT LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE ET LES ECONOMIES D'ENERGIE. Exemple : fret ferroviaire, dirigeables, réseau de cabotage...	15	0	5	1
20. MOYENS DE COMMUNICATION INTERNET COLLABORATIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DU PROJET DE PAYS ET UNE MEILLEURE COMPREHENSION DE LA COHERENCE DES INTERVENTIONS MENEES SUR LE TERRITOIRE. Exemple : e-contributions à des diagnostics, Wiki territorial (Wiki-Trégor) permettant à tous les acteurs d'enrichir la connaissance du territoire et de ses usages, d'informer sur les animations, débats et manifestations du Pays, de situer les lieux d'initiatives des porteurs de projets...salles de réunions connectées haut débit et équipées pour la visio-conférence afin de rapprocher les acteurs du territoire...	10	3	8	1
16. ECHANGES ET DIFFUSION DE PRATIQUES POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE PAYSAGERE DU TERRITOIRE, pour passer à une politique de l'embellissement global, du territoire, mieux intégrée. Exemple : espaces verts urbains, chemins côtiers, végétalisation, création de talus, esthétique du paysage industriel et commercial	11	2	6	3
11. PROMOTION DES MODES DE CONSTRUCTION ECOLOGIQUES. Exemple : économies d'espace et d'énergie, utilisation des matériaux locaux, partage et visites d'expériences, valorisation de certaines techniques anciennes, catalogue des ressources en savoirs locaux...	12	2	6	0
6. ECHANGES NON MARCHANDS ET/OU NON MONETAIRES DEVELOPPANT DES LIENS SOCIAUX. Exemple : Echanges de savoirs, de compétences, de services, de produits locaux, zones de troc et de gratuité, cuisine locale, jardins partagés, TV locale participative...	13	1	6	1
23. DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE VEHICULES PARTAGES en multipropriété privée ou associative. Exemple : covoiturage, réseau d'autostop à l'échelle du Pays...	14	0	5	1
3. VALORISATION DES PRODUCTIONS LOCALES, DES SAVOIR-FAIRE LOCAUX, gastronomie, artisanat d'art, métiers divers, environnement... Exemple : promotion de la cuisine locale et de l'identité gastronomique, restauration collective en lien avec les producteurs locaux, aide à la mise en réseau des acteurs professionnels isolés ou éparpillés, plateformes d'échanges ou de vente de produits divers locaux...	13	1	5	1
30. FACILITE D'ACCES A LA SANTE ET AUX SOINS POUR LES PERSONNES EXCENTREES ET/OU FRAGILISEES. Exemple : maisons de santé, actions collectives de prévention et de sensibilisation, alimentation saine, conduites addictives, suicide, habitat...	10	2	7	2
10. RENOVATION ET OPTIMISATION DU BATI ANCIEN, SUR LE PLAN ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE, SUR LE PLAN DE LA CAPACITE DE LOGEMENT. Exemple : état des lieux des logements vacants, campagne de sensibilisation pour favoriser le logement des seniors en centres-bourgs...	12	2	4	2
33. EQUIPEMENTS ET ANIMATIONS VALORISANT LA DOUBLE CULTURE ENTRE TERRE ET MER. Exemple : expos sur activités, métiers, histoire, portail internet des réalisations audio et vidéos...	12	2	5	1
19. DEVELOPPEMENT DU NUMERIQUE SUR LE TERRITOIRE, de l'accès à Internet et des usages pour tous : habitants, professionnels, associations, collectivités. Exemple : Maillage de points Wifi à usage des résidents, des touristes ; formations ; salles de réunions connectées haut débit et visio-conférence...	11	3	5	0
5. ECHANGES DE SAVOIRS CENTRES SUR LA MISE EN SYNERGIE ENTRE RESEAUX CONSTITUEES (entreprises, syndicats, travailleurs sociaux, éducation populaire...) ET SOUTIEN A LA MISE EN PLACE DE LIEUX COLLECTIFS DE TRAVAIL « HORS DOMICILE », de type « coworking », pour favoriser la mutualisation entre entrepreneurs isolés, télétravailleurs. Exemple : salles de réunions, moyens bureautique, reprographie, documents, revues professionnelles, abonnements internet...	12	1	6	1
12. RECHERCHE-DEVELOPPEMENT SUR DES MODES ALTERNATIFS DE LOGEMENT ET D'HABITAT LEGERES, ECONOMES POUR DES PERSONNES A BAS REVENUS. Exemple : veille sur les modes d'habitat léger en bois, en métal, en toile... utilisés dans d'autres territoires, chantiers collectifs d'habitat partagé...	10	3	4	4
18. COOPERATIONS INTERTERRITORIALES A L'INTERIEUR DU PAYS POUR LE DEVELOPPEMENT DES LIENS RURAL-URBAIN, LITTORAL-INTERIEUR. Exemple : chartes de coopérations inter professionnelles, identification de chemins transversaux de ballades à thèmes (culture, métiers, etc) pour équilibrer les flux touristiques sur le Pays...	11	0	9	0
1. UNITES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS LOCAUX pour en augmenter la plus-value et valoriser l'image du Pays. Exemple : matières premières agricoles, aquacoles, matériaux réutilisables...	10	1	8	0
22. ACTIONS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DES DEPLACEMENTS DOUX NON MOTORISES pour le travail, les loisirs, les courses, l'école, les vacances. Exemple : voies piétonnes, pistes cyclables, tractions à cheval, pédibus (transport scolaire à pied)...	9	3	6	1
8. MISE EN LIEN OU CREATION DE LIEUX ET D'ESPACES SOCIAUX DE RENCONTRE, DE PROJETS. Exemple : espaces numériques, lieux vivants...	5	1	13	3
9. SOUTIEN AUX INITIATIVES DES JEUNES, A LA RESPONSABILISATION DE LA JEUNESSE. Exemple : bourses à projets, échanges avec d'autres territoires...	8	5	3	3
32. OUVERTURE DU PAYS SUR LE MONDE : relations avec d'autres territoires nationaux et internationaux sur des thématiques communes. Exemple : jumelages, échanges, trocs...	7	2	9	2
13. ACTIONS POUR FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES LOGEMENTS, DES ESPACES PUBLICS, DES COMMERCES, positionner le Pays comme « territoire accessible » pour les personnes à mobilité réduite. Exemple : appui aux acteurs du tourisme...	11	0	7	1
4. VEILLE EN VUE D'ADAPTER L'OFFRE DE FORMATION DE PROXIMITE (INITIALE, CONTINUE, INFORMELLE) AUX BESOINS ACTUELS ET NOUVEAUX DU TERRITOIRE ET DE SES ACTEURS. Exemple :				

Les actions, valeurs, identité du territoire

A partir des débats des assemblées des précédentes séances, il était proposé de se pencher sur 34 pistes d'actions concrètes, 4 grands axes d'orientation stratégiques, 12 valeurs à privilégier, 12 thèmes identitaires.

La forme en « questionnaire », la formulation même des « questions » et surtout leur traitement pour une restitution visuelle ont amené des questionnements par les participants sur l'enjeu de ce travail, dont voici quelques éléments de réponse :

Le travail sur les pistes d'actions ne consistait pas à « *établir un classement où l'on compare des carottes et des serviettes* » comme le souligne un participant, mais pour comprendre le niveau de demande d'information, pour repérer les manques éventuels, pour préparer un travail collectif de définition du cadre d'actions futures. En ce qui concernait les valeurs qui devront sous-tendre les actions futures du Pays, l'intention n'était pas de les hiérarchiser mais de les énoncer assez précisément pour pouvoir les considérer comme celles que la structure du Pays doit particulièrement défendre. « *Tout le monde a des valeurs, mais pas forcément les mêmes. Si on ne les énonce pas on ne peut pas seulement considérer qu'on est d'accord a priori* ».

Il était demandé de citer des caractères identitaires du Pays à préserver OU renforcer, mais faire la distinction n'a pas été simple.

Suggestions et commentaires

Des précisions ont été apportées sur la formulation de certaines « pistes d'actions » proposées dans le questionnaire. Des besoins d'informations supplémentaires ont été exprimés, des suggestions ont été faites.

Transport-énergie

Les questions d'économies d'énergie dans le domaine des transports et celles des modes mêmes de transport sont des aspects et/ou des conséquences des choix d'aménagement du territoire qui ne relèvent pas de la compétence du Pays. Pour autant elles ne sont pas hors-sujet, il s'agit de pointer où et comment le Pays peut être actif sur ces préoccupations.

Formation

Item 4. Veille en vue d'adapter l'offre de formation de proximité
Commentaire : La formation est de la compétence de l'éducation nationale pour la formation initiale et de la Région pour la formation professionnelle, et d'autres entités pour la formation continue. Le terme « veille » fait débat. En quoi l'intervention du Pays peut-elle consister ?

Suggestion des participants : Recentrer les actions sur ce qui peut contribuer à développer les filières économiques locales en favorisant l'emploi de la population locale.

Autres commentaires de personnes ayant participé à l'enquête mais non présentes

Un participant a exprimé le souhait d'un accroissement de la recherche & développement en matière de technologies nouvelles et d'agroalimentaire, ainsi qu'une action plus forte en matière de transfert de technologies entre laboratoires et entreprises.

Des suggestions de reformulation ou des souhaits d'exemples complémentaires d'actions ont été formulés. Pris en compte, ils seront restitués dans le mémoire de mission complet.

« Le Pays à la manœuvre »

Nous nous sommes répartis en deux ateliers à l'objectif identique : énoncer les freins, les manques, les résistances, les leviers, pour un positionnement du Pays comme moteur ou fédérateur dans les projets du territoire.

PRODUCTION DU GROUPE 1

Où pouvons-nous agir ?

Cette question préliminaire approfondit le débat sur la question globale de la cohérence entre le territoire et l'institution « Pays ».

D'une part la cohérence de l'**espace géographique** du Pays est mise en cause par un dégroupement de la CCPG qui se tourne vers le Pays de Guingamp, qui ne comprend pourtant qu'une commune littorale. Ce choix remet au centre des débats la question d'un seul grand pays réunissant les Pays du Trégor-Goëlo et de Guingamp.

La **fragmentation des structures opérationnelles** : SCOT, SAGE... par rapport à la structure territoriale du Pays produit des freins, voire des incohérences, des coûts, des manques de disponibilité des élus, des manques de complémentarité.

Il s'agira au moment venu, après les résultats électoraux de mars, de reconsidérer où « le Pays » peut et doit établir sa place et son champ d'action plus clairement.

Sur la question du développement économique, de la qualité de vie « matérielle » dans le Pays, on note déjà qu'au-delà des emplois concernant la vie quotidienne, largement cités dans les actions soumises à questionnaire, il faut **prendre en compte les emplois de production**. De ce fait, se pose la question de maintenir les modèles de développement économique actuels ou bien de se tourner vers un modèle de développement « soutenable », ou encore de chercher à articuler le mouvement plus traditionnel avec un mouvement de changement.

Il est rappelé la difficulté à **mobiliser les citoyens** sur des réflexions sortant des problèmes quotidiens, d'autant que « le Pays » est une structure trop récente pour être bien connue et comprise.

Quel devrait être le rôle du Pays ?

Un "tour de table" propose que chacun énonce une au moins des missions que devrait se donner le Pays, sans souci d'exhaustivité ni de répétition parmi le groupe.

Alors, le Pays doit jouer un rôle sur les points suivants :

- information, pédagogie
- mise en réseau
- mutualisation de moyens humains et techniques
- laboratoire d'idées
- espace de confrontation d'idées
- espace de concertation

- CESER (Conseil économique, social et environnemental régional, assemblée consultative et centre de ressources) des EPCI membres ? Organe de réflexion ?

- Un CESER local risque de doubler avec celui de la région.

- Confiner les CD, voire les Pays, dans un rôle de CESER local, est en contradiction avec le fait que le *développement n'est pas uniquement de la réflexion, c'est aussi de l'action, par la coopération entre les acteurs du territoire, et en articulation avec les autres acteurs (régionaux, départementaux ...)*

- identification des projets locaux en cohérence avec des stratégies régionales

- action par la coopération entre les acteurs du territoire, et en articulation avec les autres acteurs (régionaux, départementaux...)

- "Laboratoire" pour expérimenter, puis mettre en réseau, puis mettre en œuvre concrètement

- Le Pays est un échelon unique de démocratie participative avec le Conseil de Développement, on pourrait la développer mais cela nécessite des moyens

- Pays = « institution » structure encore récente, faire savoir que l'on peut y participer, besoin de plus de communication, besoin de se faire connaître de la population et des élus

- structure un peu plus éloignée des enjeux de pouvoir, parole un peu plus libre

- dépasser la question du développement endogène ou de l'autarcie du territoire, faire davantage le lien avec « l'extérieur »

- regroupement de différents acteurs, mutualisation de réflexions

- espace d'initiatives et de soutien au démarrage de ces initiatives = faire du développement

- réflexion sur l'avancée et sur la prospective, collective, avec la société civile

- inciter et accompagner le changement, au niveau des comportements

- fédérer les partenaires pour animer le développement et mettre en œuvre des projets

PRODUCTION DU GROUPE 2

Prolongement de l'échange sur les pistes d'actions

Les 34 pistes d'actions sont directement liées aux questions d'aménagement du territoire et concernent de facto le Pays. La question est de savoir quel rôle le Pays peut-il jouer.

Certaines questions n'ont pas reçu de réponses par les participants à l'enquête, nécessitant une meilleure formulation.

L'Item 2. *Développement des emplois « verts »* a recueilli beaucoup de demandes d'informations complémentaires, peut-être le terme « emplois verts » est-il inapproprié. Suggestion des participants : remplacer « emplois verts » par « emplois liés à l'environnement »

Pour l'Item 27. *Développement de filières douces d'énergie*, les participants proposent « Développement de filières d'énergie douce ».

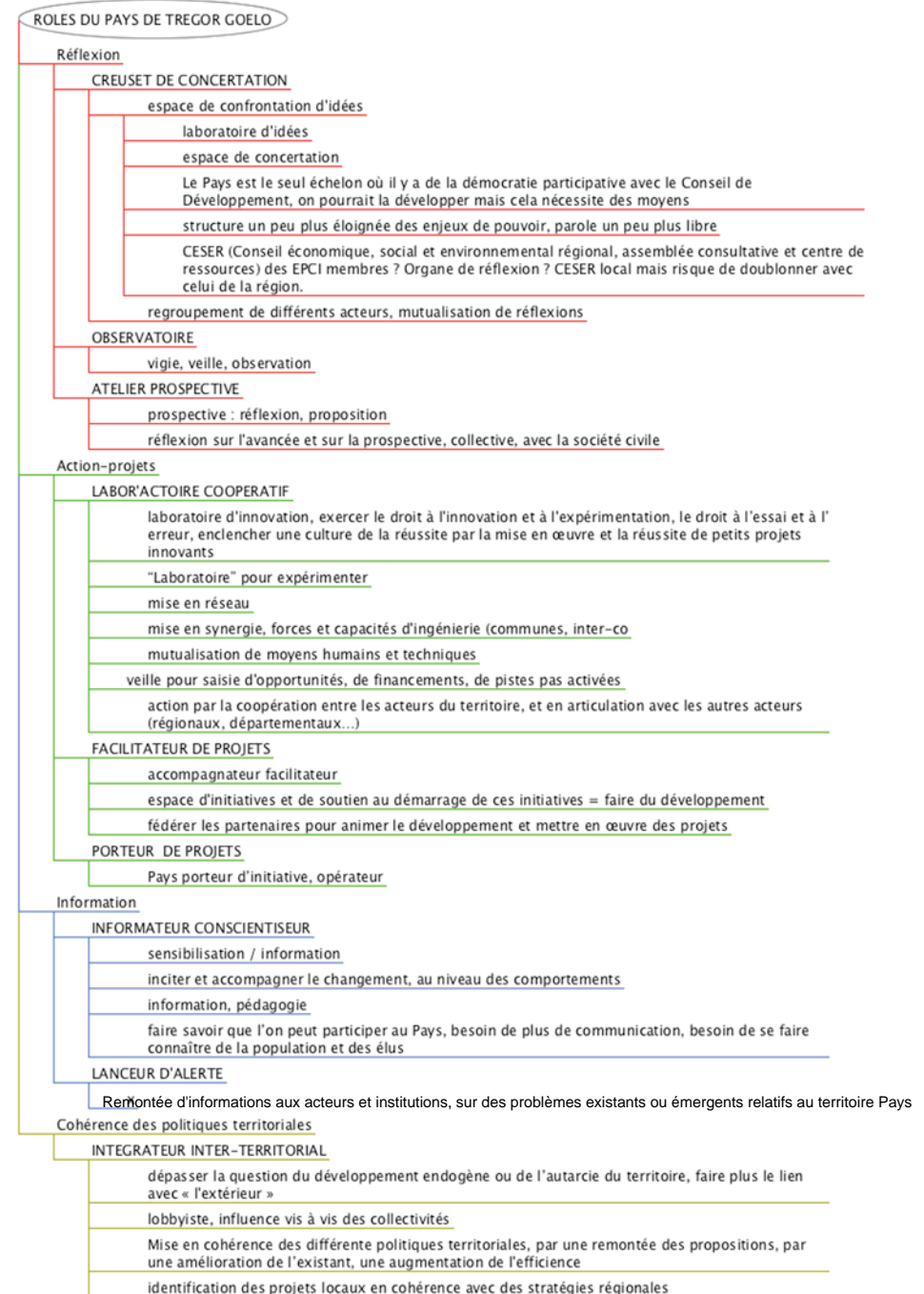
Item 29. *Optimisation des services publics*. Les participants précisent : « Optimisation de l'accès aux services publics » parce que les services publics ne sont pas de la compétence du Pays mais il peut jouer un rôle pour un meilleur accès des populations, notamment en milieu rural

Quel devrait et pourrait être le rôle du Pays ?

- sensibilisation / information de la population
- vigie, de veille, d'observation, de lanceur d'alerte par rapport à certains problèmes du territoire
- mise en synergie des forces et des capacités d'ingénierie communales ou inter-communales
- portage d'initiatives
- mise en cohérence des différentes politiques territoriales de manière ascendante et descendante, par une remontée des propositions, par une amélioration de l'existant, une augmentation de l'efficacité
- laboratoire d'innovation, pour exercer le droit à l'innovation et à l'expérimentation, avec le droit à l'essai et à l'erreur, pour enclencher une culture de la réussite par la mise en œuvre et la réussite de petits projets innovants
- accompagnateur de porteurs de projets, de facilitateur
- prospective et de prospection : réflexion, proposition, saisie d'opportunités, de financement, de pistes non activées
- lobbyiste, exerçant une influence vis à vis des collectivités

SYNTHÈSE SUR LES RÔLES QUE PEUT EXERCER LE PAYS

En post-production de l'atelier, l'équipe propose une synthèse des rôles proposés. Chacune des actions pourra être analysée au regard de ces neuf rôles et ainsi circonscrire la nature générale de l'intervention du Pays



« Embarquement immédiat »

DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES.

La période pré et post électorale a des effets directs sur le fonctionnement du Pays. D'une part les réunions se multiplient et les disponibilités des participants s'amenuisent d'autant.

D'autre part, même lorsqu'il n'y a pas de changement dans une municipalité la mise en place des délégations, représentations... prend un temps où les décisions non urgentes doivent être suspendues.

Enfin à l'heure de la réunion, la Région n'avait pas encore communiqué les résultats de son analyse régionale des enjeux de développement du Pays, l'assemblée ne pouvait donc pas prendre connaissance et en compte ses indications.

Le contexte est très « incertain » : le retrait potentiel de la Communauté de communes Paimpol-Goëlo, le nécessaire renouvellement de la présidence du Pays, une éventuelle évolution législative qui pourrait changer le statut du Pays, de GIP (Groupement d'Intérêt Public associant la société civile) à Syndicat Mixte (structure de coopération intercommunale), la volonté de la Région de soutenir des projets plus ciblés, calibrés, moins divers, la volonté de concentration des fonds (par Région, fonds européens, CPER Contrats de Plan État Région) sont autant de données dont les modalités et les conséquences ne sont pas encore fixées.

Certains participants rappellent aussi une vigilance à porter sur la métropolisation des régions avec un risque de concentration sur des problématiques métropolitaines, les politiques de développement pour les zones rurales pouvant être considérées comme moins cruciales.

Pour survivre, le Pays devra donc s'adapter.

POURSUITE DU PROJET

Sur la base du travail coopératif établi, le Pays souhaiterait être force de réflexion, de proposition, d'action, de connexion entre les différents acteurs et politiques publiques.

Le travail réalisé a permis de recenser les qualités actuelles et les atouts pour le futur, les enjeux et valeurs, de nombreuses pistes d'actions globales ou particulières, ainsi que des contraintes stratégiques et concrètes.

Cette base de réflexion permettra à la commission de l'Aménagement du territoire de poursuivre le travail, pour mettre à jour ce qui pourrait être une charte, un programme, un pacte... d'envergure, pour consolider, améliorer, développer ce qui est déjà fait, remédier aux manques, aux failles existants pour engager, inventer, expérimenter, ce qui fera du Pays le Territoire exceptionnellement formidable que l'on se souhaite.

Un groupe de travail peut être envisagé en lien avec la Commission d'Aménagement du Territoire, élargi avec réalisme, et déjà certains participants actuels proposent de contribuer sur des axes comme « la communication sur le Pays lui-même » auprès des candidats aux élections ou « la rénovation thermique », « la couverture 4G », « les luttes contre la désertification médicale, contre les zones blanches » ...

Les nécessaires réflexions et actions à poursuivre sur une gouvernance démocratique du Pays sont un autre fondement d'un projet partagé.